

BULLETIN OFFICIEL DES ARMEES



Edition Chronologique

PARTIE PERMANENTE
Administration Centrale

INSTRUCTION N° 1108/DEF/EMA/OL/2

relative aux cartes d'identité prévues par la convention de Genève du 12 août 1949.

Du 26 juin 1992

INSTRUCTION N° 1108/DEF/EMA/OL/2 relative aux cartes d'identité prévues par la convention de Genève du 12 août 1949.

Du 26 juin 1992

NOR D E F E 9 2 5 4 0 5 0 J

Référence :

Convention de Genève du 12 août 1949 publié par le décret n° 52-253 du 28 février 1952 (JO du 6 mars, p. 2617).

Pièce(s) Jointe(s) :

Deux annexes.

Classement dans l'édition méthodique : BOEM 101-0.4.2.3, 101-2.2.2, 300.6.1.3.3.

Référence de publication : BOC, p. 2555.

I. PRÉAMBULE.

Appelés à servir en tout temps et en tout lieu, sous réserve, pour le personnel du contingent, des dispositions particulières de l'article L. 70 du code du service national, les militaires peuvent être impliqués, y compris dès le temps de paix, dans des conflits armés à l'occasion de missions d'intervention extérieure.

A ce titre, ils sont susceptibles d'être capturés et bénéficient, par conséquent, des dispositions des conventions de Genève du 12 août 1949, en particulier la troisième convention concernant le traitement des prisonniers de guerre. Dans son article 17 (voir ANNEXE I), ce dernier texte prévoit que « chaque partie au conflit sera tenue de fournir à toute personne placée sous sa juridiction, qui est susceptible de devenir prisonnier de guerre, une carte d'identité... » dont le modèle est précisé par ailleurs.

Document distinct de ceux actuellement en vigueur (carte d'identité militaire ou carte du service national, réservées à un usage interne aux armées), cette carte d'identité peut être délivrée, sur ordre du commandement, à tout personnel militaire envoyé en mission hors du territoire national.

Tel est donc l'objet de cette instruction dont le but est de définir le modèle de carte d'identité, ainsi que les conditions d'établissement, de délivrance, de port et de remplacement.

II. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

2.1. Les prescriptions des conventions de Genève du 12 août 1949, en particulier celles relatives au traitement des prisonniers de guerre (décret n° 52-252 du 28 février 1952) s'appliquent :

- en cas de guerre déclarée ou de *tout autre conflit armé* surgissant entre deux ou plusieurs hautes parties contractantes, même si l'état de guerre n'est pas reconnu par l'une d'elles ;
- en cas d'occupation de tout ou partie du territoire d'une haute partie contractante, même si cette occupation ne rencontre aucune résistance militaire ;

- enfin, en cas de conflit ne présentant pas un caractère international et surgissant sur le territoire de l'une des hautes parties contractantes, des dispositions particulières étant, cependant, alors prévues.

2.2. Chaque partie au conflit est tenue de fournir à toute personne placée sous sa juridiction, qui est susceptible de devenir prisonnier de guerre, une *carte d'identité établie en double exemplaire* :

- le premier exemplaire est remis au militaire ; en cas de capture, le prisonnier doit présenter cette carte à toute réquisition, mais elle ne peut, en aucun cas, lui être enlevée ;
- le second doit être conservé dans les archives de la puissance qui a délivré la carte et est destiné à faciliter les travaux des bureaux de renseignements et de l'agence centrale des prisonniers de guerre.

Les deux exemplaires doivent être identiques quant à leur texture et en ce qui concerne les renseignements qui y sont portés.

2.3. Cette carte d'identité doit comporter au minimum les renseignements suivants :

- nom ;
- prénoms ;
- grade ;
- numéro matricule ou indication équivalente ;
- date de naissance.

En outre, peuvent figurer la signature ou les empreintes digitales ou les deux, ainsi que toute autre indication que les parties contractantes peuvent être désireuses d'ajouter concernant les personnes appartenant à leurs forces armées.

Le modèle ainsi défini et adopté par la France sera conforme à celui figurant en annexe II. Il est identique pour tout le personnel militaire, quelque soit l'armée ou la direction d'appartenance (voir nota). Il comporte une photo récente de l'intéressé.

Nota.

Le cas particulier du personnel religieux, médical et hospitalier est traité dans les conventions pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les forces armées en campagne (art. 40 et 41) et dans les forces armées sur mer (art. 42).

III. PERSONNEL CONCERNÉ.

Tout militaire en activité de service et participant à des opérations entrant dans le cadre de la convention de Genève du 12 août 1949 relative au traitement des prisonniers de guerre, doit *obligatoirement* être muni de la carte d'identité précitée.

IV. PORT DE LA CARTE D'IDENTITÉ.

Le port de la carte d'identité est obligatoire :

- en temps de guerre ;
- sur les théâtres d'opérations extérieures ;
- en cas d'alerte ou de missions réelles avec survol de territoire hostile ;

- sur décision du commandement.

V. APPROVISIONNEMENT DES DOCUMENTS.

La réalisation, le ravitaillement et le contrôle des cartes d'identité font l'objet de directives particulières à chaque armée.

Cependant, les cartes devront être *plastifiées* de telle manière qu'elles résistent, en particulier, à une immersion.

De même, elles seront numérotées à l'émission, les deux exemplaires portant le même numéro, particularisé pour chaque armée ou direction.

VI. ÉTABLISSEMENT, REMISE ET CONSERVATION DES CARTES.

Chaque armée ou direction est responsable de la désignation des unités et du personnel pour lesquels les cartes doivent être établies.

L'établissement, la remise et la conservation des cartes incombent aux services chargés de l'administration du personnel selon les modalités définies par chaque armée ou direction.

VII. REMPLACEMENT DES CARTES ÉTABLIES.

Le remplacement des cartes établies est obligatoire en cas de :

- changement de nom ;
 - changement de grade ;
 - changement de physionomie ;
 - détérioration ou perte,
- et incombe au service chargé de leur établissement.

Toute perte ou détérioration doit être signalée par une déclaration de l'intéressé.

Les cartes devenues sans objet sont incinérées par le service chargé de l'administration du personnel qui renseigne le registre de suivi.

VIII. La présente instruction est immédiatement exécutoire. Il sera rendu compte, sous le présent timbre, de toute difficulté d'application rencontrée.

Pour le ministre de la défense et par délégation :

Le général de corps d'armée, major général de l'état-major des armées,

Mary-Jean VOINOT.

ANNEXE I.
**ARTICLE 17 DE LA CONVENTION DE GENÈVE DU 12 AOÛT 1949 RELATIVE AU
TRAITEMENT DES PRISONNIERS DE GUERRE.**

Art.17. Chaque prisonnier de guerre ne sera tenu de déclarer, quand il est interrogé à ce sujet, que ses nom, prénoms et grade, sa date de naissance et son numéro matricule, ou, à défaut, une indication équivalente.

Dans le cas où il enfreindrait volontairement cette règle, il risquerait de s'exposer à une restriction des avantages accordés aux prisonniers de son grade ou statut.

Chaque partie au conflit sera tenue de fournir à toute personne placée sous sa juridiction, qui est susceptible de devenir prisonnier de guerre, une carte d'identité indiquant ses nom, prénoms et grade, numéro matricule ou indication équivalente, et sa date de naissance. Cette carte d'identité pourra en outre comporter la signature ou les empreintes digitales ou les deux, ainsi que toutes autres indications que les parties au conflit peuvent être désireuses d'ajouter concernant les personnes appartenant à leurs forces armées. Autant que possible, elle mesurera 6,5 x 10 cm et sera établie en double exemplaire. Le prisonnier de guerre devra présenter cette carte d'identité à toute réquisition, mais elle ne pourra en aucun cas lui être enlevée.

Aucune torture physique ou morale ni aucune contrainte ne pourra être exercée sur les prisonniers de guerre pour obtenir d'eux des renseignements de quelque sorte que ce soit. Les prisonniers qui refuseront de répondre ne pourront être ni menacés, ni insultés, ni exposés à des désagréments ou désavantages de quelque nature que ce soit.

Les prisonniers de guerre qui se trouvent dans l'incapacité, en raison de leur état physique ou mental, de donner leur identité, seront confiés au service de santé. L'identité de ces prisonniers sera établie par tous les moyens possibles sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent.

L'interrogatoire des prisonniers de guerre aura lieu dans une langue qu'ils comprennent.

ANNEXE II. MODÈLE DE CARTE D'IDENTITÉ.

Figure 1.

MODELE DE CARTE D'IDENTITE.

A) RECTO.

10 cm	
3,5 cm	
4 cm	<div>CARTE D'IDENTITE N° _____ NOM _____ (name) PRENOMS _____ (surname) N° MATRICULE _____ (administrative number) GRADE _____ (rank) GROUPE SANGUIN _____ (blood group) DATE DE NAISSANCE _____ (date of birth)</div>
6,5 cm	
photo récente	
empreinte digitale	

B) VERSO.

REPUBLIQUE FRANÇAISE.
Le titulaire de la présente carte : <ul style="list-style-type: none">– bénéficie des garanties prévues par la Convention de Genève du 12 août 1949 relative au traitement des prisonniers de guerre ;– n'est tenu de déclarer, quand il est interrogé à ce sujet, que les renseignements qui y figurent ;– devra la présenter à toute réquisition mais elle ne pourra en aucun cas lui être retirée.
Card established in concordance to the layout of the Geneva agreement of August, the 12 th 1949, related to the treatment of war prisoners.

C) PRESCRIPTIONS TECHNIQUES.

Support : bristol : 180 gr/m² minimum. Couleur : crème.

Impression : à l'encre noire.